



CDEN du 5 novembre 2015

Déclaration des syndicats de la FSU

Dordogne

Monsieur le Préfet, Monsieur le Président du Conseil Départemental, Madame l'Inspectrice d'Académie, Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Pauvreté, précarité, chômage, économie en panne, reculs sociaux... Les citoyens paient très cher la politique libérale ravageuse conduite par le gouvernement Valls et son mentor Macron. On assiste tous impuissants au sacrifice des peuples européens sur l'autel de la finance et du profit galopant. Les services publics et l'école, hélas, n'échappent pas à ce rouleau compresseur.

A l'aune de la fin d'un quinquennat, force est de constater que les promesses faites par le candidat Hollande sur la refondation de l'école, la réussite des élèves, la restauration et la valorisation du métier d'enseignant sont restées sans lendemain. Certes, les discours sont là, mais la méthode ne fonctionne pas, bien au contraire, elle cristallise les crispations dans les établissements scolaires. Découragement, résignation, démotivation, tels sont les mots et les sentiments qui ressortent des salles des professeurs.

Une réforme du collège bafouant les élèves et l'immense majorité des enseignants, une réforme des rythmes scolaires bricolée et non financée, des injonctions incessantes, une application des programmes sans formation, la liste est longue... sans oublier la dernière nouveauté, la campagne sur le harcèlement lancée aujourd'hui même avec un clip scandaleux et réducteur, financée par Walt Disney... A la vue de ce dernier, on peut se demander si Madame la Ministre connaît les réalités du terrain....

Dans notre département rural, nous percevons hélas les conséquences de cette politique libérale désastreuse et dévastatrice à travers la carte scolaire. Désertification des populations, désertification économique, désertification des services publics... C'est sans fin et chaque année la situation s'aggrave un peu plus... Certes, Madame l'Inspectrice, les ajustements de rentrée ont permis de rétablir certains postes dont nous vous avons d'ailleurs signifié au printemps qu'il était nécessaire de les conserver...

Néanmoins, comme nous vous l'avons dit mardi en CTSD, nous sommes à l'os, et la baisse des effectifs constatés ne peut qu'accentuer notre inquiétude pour la carte scolaire prochaine... Nous le rappelons pour la énième fois, notre département est rural avec un territoire très étendu, un réseau routier complexe et peu adapté aux longs déplacements. La majorité des élèves de la maternelle au lycée passe une partie de leur temps dans des transports en commun. Croyez-vous que la fermeture d'écoles et celles programmées de collèges vont avoir un effet bénéfique sur leur réussite ? Ajoutons à cela l'éloignement universitaire, facteur de discrimination sociale impliquant au mieux la précarité étudiante, au pire l'arrêt des études avec pour conséquence l'attente devant les portes de Pôle Emploi.

Monsieur le Préfet, mesdames et messieurs les élus, allez-vous laisser faire longtemps ? Vous, élus ruraux de proximité, au service des plus démunis et des plus faibles, croyez-vous que ce qui se profile améliorera la vie des citoyens de vos cantons, de vos communes ? Pour exemples, réforme territoriale, fusion de communes, baisse des dotations, compétences centralisées, loi NOTRe déplaçant la gestion des transports scolaires à la région... Concernant celle-ci, qu'en sera-t-il du transfert de la compétence départemental à la région, éloignant un peu plus le citoyen des décideurs. Nous rencontrons déjà des

difficultés départementalement pour assurer toutes les lignes de transports sur notre territoire. Cette loi nous inquiète aussi quant à la fusion des communes et des écoles.

Nous redoutons les conséquences néfastes pour la population du nouveau schéma territorial. Si vous ne réagissez pas, nous allons droit dans le mur, favorisant la montée d'un parti extrême véhiculant ses idées simplistes et nauséabondes.

Nous, à la FSU, serons présents aux côtés de ceux qui souffrent, de ceux qui luttent, fiers de notre projet de transformation et de progrès social.

Les représentants de la FSU